

Massimo D'Alema, secrétaire général du PDS (Parti démocratique de la gauche)

# « Il faut trouver le difficile équilibre entre valeurs libérales et cohésion sociale »

L'inventeur de la nouvelle gauche italienne se fait l'avocat de l'Europe, de l'euro et de la réforme de l'Etat-providence

« L'Italie va entrer dans l'euro. Etes-vous satisfait de l'appui que la France a accordé à votre pays dans ce combat difficile ?

— Il faut remercier la France. Je pense que ce que l'on a fait est le résultat d'une politique d'amitié de la France, du gouvernement, de la gauche, mais aussi du président de la République. Ils ont choisi très clairement, dès le premier moment, que l'Italie devait être dans l'euro. Je pense que cet appui a été très important. Dans l'histoire, l'amitié entre la France et l'Italie a connu des hauts et des bas, mais, à cette occasion, la France a compris que, dans ses rapports avec l'Allemagne, elle devait être le pays qui représente l'Europe latine.

— Qu'est-ce que la social-démocratie en Europe aujourd'hui ? Comment pouvez-vous marquer une identité sociale de gauche quand la discipline de l'euro, ses contraintes budgétaires et monétaires, semblent laisser une marge faible pour marquer une différence ?

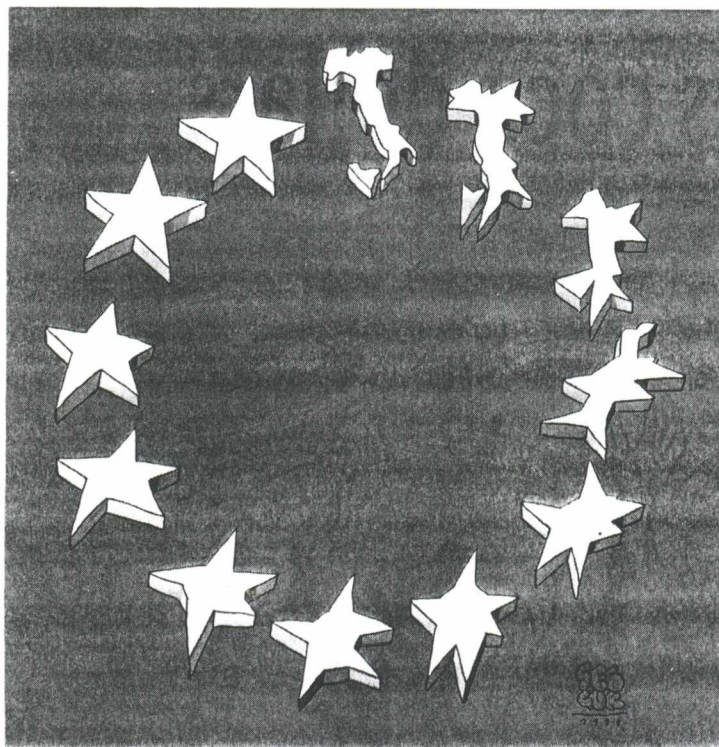
— Si nous identifions la gauche à la dépense publique, et donc à ce modèle particulier d'Etat-providence qui s'est construit dans les sociétés européennes d'après la guerre, alors nous pouvons dire que la discipline financière imposée à l'Europe par la globalisation met fin à la gauche. En Italie, il y a une culture extrémiste, de radicalisme de gauche, qui prétend qu'à l'époque de la globalisation il n'y a plus de gauche, mais deux droites, qui se disputent le gouvernement : une droite nationaliste et une droite libérale — nous en l'occurrence. Et, ainsi, la gauche disparaît. Cette thèse est paradoxalement contredite par la réalité : à l'époque de la globalisation, la gauche se trouve au pouvoir dans presque tous les pays d'Europe. Pourquoi la gauche gagne-t-elle, alors que le modèle traditionnel sur lequel elle a fondé sa force est en crise ?

— Votre explication ?

— Au moment où les citoyens comprennent que le vieux schéma social est en crise, ils pensent qu'il faut en construire un nouveau. Et, pour cela, ils font confiance à une force qui, même dans la modernisation, n'oublie pas les exigences d'un pacte de solidarité. La gauche semble être l'unique force en mesure de concilier la modernisation et la solidarité. Naturellement, à ce moment qu'elle le fasse d'une manière nouvelle. Le vieux pacte social ne tient plus, à cause de la crise du modèle social-démocrate. Les citoyens se fient à qui peut construire un nouveau pacte social, différent, moins fondé sur les dépenses publiques, sur la garantie d'Etat, mais fondé davantage sur la capacité de réguler la fonction publique. La fonction de régulation reste capitale, et cette fonction de régulation a de plus en plus besoin de la supranationalité.

— Cela signifie-t-il une uniformisation de la gauche en Europe ?

— Il y a des différences, cela ne fait pas de doute, mais il y a aussi



une recherche commune. C'est pourquoi la représentation selon laquelle, dans la gauche, il y a ceux qui sont plus avancés, comme Tony Blair, et ceux qui le seraient moins, comme le SPD allemand ou le socialisme français, est pour moi schématique. En réalité, la gauche européenne tend à s'unifier.

— Comment peut se définir cette gauche européenne ?

— Le socialisme européen a aujourd'hui un débat commun. On ne peut gouverner nos sociétés complexes que sur la base d'un mélange de valeurs socialistes et libérales. Réduire la gestion publique ne signifie pas réduire la capacité régulatrice de l'Etat. La réforme libérale de nos sociétés doit être conduite sur la base de la solidarité et de la cohésion sociale. La libéralisation détruit la cohésion sociale, et, donc, affaiblit l'Europe. Il faut trouver le difficile équilibre entre valeurs libérales et capacité de réinventer la cohésion sociale en des termes moins étatiques.

— Est-ce que les 35 heures peuvent être un des éléments d'identification de cette gauche européenne ?

— Les 35 heures sont un instrument. Ce qui identifie la gauche, c'est la création de nouveaux emplois. La croissance économique ne produit pas automatiquement des emplois. Je suis favorable à la réduction du temps de travail, mais, par-dessus tout, à encourager la

transformation de la réduction du travail en nouveaux emplois. C'est l'un des éléments qui identifient la gauche. La politique de rigueur est aussi l'une des conditions du développement. Nous avons aujourd'hui, en Italie, 2 millions de milliards de lires de dette publique, soit un peu plus de 120 % du PIB. La dépense la plus « dévastatrice » de l'Etat italien est celle des intérêts. Si nous voulons avoir la moindre chance de faire une politique de dé-

veloppement, la réduction de cette dette en est la condition.

— Pour ce faire, vous avez mené une cure d'austérité sans précédent. Comment expliquer que les Italiens n'ont jamais protesté ?

— Parce que les Italiens ont compris qu'entrer dans l'euro signifiait que leur épargne était préservée et que, en revanche, l'inflation et les taux d'intérêt élevés auraient dilapidé leurs économies. Ils ont

compris que ces sacrifices avaient une contrepartie immédiate. L'épargne des familles est la plus grande richesse du pays. Il y a eu aussi une question d'orgueil national. Nous ne voulons pas être déclassés, finir en série B.

— Il y a, en Italie comme en France, une critique de gauche de l'entrée dans l'euro, une critique qui voit dans la monnaie unique le cheval de Troie du libéralisme à l'anglo-saxonne.

— Dans le passé, il était raisonnable de penser ceci : plus il y a de dépenses publiques, plus il y a de croissance, et plus il y a d'emploi. Aujourd'hui, davantage de dépenses publiques signifie davantage d'inflation, donc des taux d'intérêt plus élevés, donc des fuites de capitaux vers des monnaies plus stables, donc moins de développement et moins d'emploi. Que cela nous plaise ou non, la réalité de la globalisation économique est celle-ci. Ce n'est pas l'euro qui crée cette réalité, l'euro n'est jamais qu'un instrument pour l'affronter.

— Il faut voir comment doit être utilisé cet instrument. Mais la globalisation économique ne naît pas avec l'euro. Je dirais, au contraire, que, face à l'économie globale, il faut des institutions qui aient une certaine dimension. La monnaie en est une. Le problème en Europe est de redevenir plus compétitifs. Avec, certainement, plus de flexibilité, et flexibilité ne veut pas forcément dire élimination des droits des travailleurs.

— Comment concilier les deux ?

— C'est l'un des grands problèmes actuels. Moi, je pense qu'il peut y avoir flexibilité et droits des travailleurs. Certes, ces droits doivent être élaborés de manière innovatrice. En plus de la flexibilité, l'Europe a d'autres ressources : la culture, l'histoire, la tradition, qui sont des capitaux fixes. Il y a le problème de la stratégie européenne de la concurrence. La classe dirigeante européenne est obligée de mener une bataille commune : ou nous vaincrons ensemble, ou nous perdrons ensemble dans ce défi. Avec l'euro, c'est une occasion. Nous dis-

posons d'une des deux grandes monnaies de référence avec laquelle se fera l'économie mondiale.

— En Italie, l'ancienne extrême droite s'est fondue dans le paysage démocratique, contrairement à ce qui se passe en France, où elle reste ce qu'elle a toujours été. Qu'en pensez-vous ?

— En Italie, il est difficile pour un parti démocratique de se présenter comme l'héritier du fascisme. Ils en sont sortis par un réel processus de changement. Dans ce parti, il y a des forces hostiles, mais le leader est décidé. Il travaille au changement, j'en suis convaincu. Gianfranco Fini essaie de transformer son parti en parti de droite démocratique. Il recherche aussi des liens européens. Il est sincère, et je pense qu'il faut l'aider. Mais, en même temps, cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas de racisme en Italie. Il est présent plutôt dans la Ligue du Nord que dans l'Alliance nationale. Cependant, la Ligue du Nord n'est pas fasciste ; elle est antifasciste, mais ils sont racistes. Chez nous, il n'y a pas une extrême droite fasciste.

— Vous n'êtes donc pas inquiets pour l'avenir ?

— Nous avons une vision de l'avenir du pays, c'est pour cela que nous avons gagné. Nous avons fait un choix fort : l'Europe tout d'abord, l'intégration européenne comme condition pour moderniser le pays, pour surmonter les retards. Ensuite, nous avons mis sur pied une coalition pour former un gouvernement de centre-gauche et, enfin, nous avons fait le choix de réformer les institutions en impliquant la droite dans un processus de normalisation démocratique pour construire une démocratie normale. Ce sont ces trois points qui définissent notre vision du futur.

— Vous pensez que la Ligue est une menace sérieuse pour l'unité nationale ?

— Pour l'unité nationale, non. Mais pour la vie politique italienne, oui. La Ligue continuera de représenter une partie importante des couches moyennes du pays. Ce n'est pas un phénomène passager, mais profond, une étrange forme de l'épénisme non fasciste du Nord. Il y a effectivement un élément lepeniste dans ce racisme envers les méridionaux.

— Avez-vous, personnellement, des ambitions gouvernementales ?

— Nous ne pouvons pas l'exclure dans le futur. Nous ne l'avons jamais exclu. Mais le problème est celui-ci : le pays doit être gouverné par la personne qui se présente à l'élection avec l'objectif de gouverner le pays. Et cette personne se nomme Romano Prodi. Donc nous le soutenons, parce qu'il fait du bon travail. Pour le moment, en tant qu'actionnaire de la majorité, je suis satisfait du travail qu'accomplit l'administrateur délégué !

## Le « designer » de la politique italienne

IL EST fin, sec, sobrement mais fort élégamment habillé — chemise américaine, blazer de laine et chaussures à boucles. Ses ennemis le disent « froid », « bureaucrate », « calculateur » ; plus simplement, il est réfléchi, posé, calme. Et Massimo D'Alema sait même être diablement éloquent quand, à quarante-neuf ans, il dit, dans ses bureaux de l'ancien Parti communiste italien, pouvoir contempler avec « une certaine satisfaction » le chemin parcouru ces dernières années. Ce fils d'un général membre du parti communiste, lui-même ex-numéro deux du PCI, est l'inventeur — en bonne tradition transalpine, on dirait le « designer » — de la nouvelle gauche italienne, sinon du nouveau paysage politique du pays.

C'est lui, avec quelques amis, qui transforme le vieux PCI en un grand parti social-démocrate moderne, le Partito democratico della sinistra (PDS). C'est lui encore qui conçoit le profil sage de la coalition gouvernementale de gauche, celle dite « de l'Olivier », que do-



MASSIMO D'ALEMA

mine donc son parti, mais inclut aussi des écologistes et d'anciens démocrates-chrétiens. C'est toujours lui qui a fait appel à la rassurante personnalité du professeur Romano Prodi pour diriger le gouvernement.

En coulisse, il poursuit, obstinément, deux autres batailles. La première est celle de l'Europe, avec la conviction que l'Italie, notamment pour ne pas se casser entre Nord et Sud, doit, plus que jamais, être aux avant-postes de l'intégration européenne. La seconde est celle de la modernisation de la vie politique italienne, en menant le combat, à la tête d'une commission parlementaire *ad hoc*, pour la réforme de la constitution. Achever la transformation de l'ancien PCI en grand parti social-démocrate, ancrer le pays dans le noyau dur de l'Europe, enfin en rajouter les institutions. L'ancien camarade D'Alema pense l'Italie du XXI<sup>e</sup> siècle.

A. Fr.

Propos recueillis par  
Michel BOUJOURJAL  
Jean-Marie COMBANI  
et Alain PEACHON